Haute- Garonne

Depuis plusieurs semaines, la DGFIP connaît une situation de crise avec de nombreuses actions de grèves, de blocages des services et d'initiatives traduisant un fort mécontentement devant les différents projets gouvernementaux menées à l'échelle de la fonction publique et de notre administration.

Sur notre Département, les mobilisations massives des agent(e)s ont contraint le Ministre a prendre en considération des revendications locales portées pour la plupart de longue date :

- Indemnité de Résidence, NBI (soit au total entre 70 et 80 € brut mensuel pour un agent C en début de carrière, 116 € brut pour un contrôleur principal en fin de carrière)
- Logements sociaux, crèches
- Restauration Collective (subvention...)
- Emploi
- Maintien du réseau Comptable de Proximité (Aspet, L'isle en Dodon, Aurignac...)

Cela constitue un premier résultat à mettre à l'actif du mouvement.

Pour autant, le préalable à toute solution négociée du conflit demeure la satisfaction des revendications posées à l'échelle nationale en particulier concernant le retrait du projet de loi sur la mobilité et les contentieux salarial, sur la situation des emplois, des missions, des déroulements de carrière découlant de la RGPP et de la mise en place de la fusion DGFIP.

Ainsi E WOERTH doit ouvrir sans tarder des négociations avec les Organisations Syndicales. Les interventions policières, les menaces, l'intimidation et le mépris ne peuvent se substituer au dialogue social dans le seul but de briser la détermination des agent(e)s en lutte.

Le report du vote dans la semaine du 23 au 27 Juin du projet de loi sur la mobilité traduit la fébrilité du gouvernement face à l'ampleur des mobilisations, des condamnations d'élus de toutes tendances confondues et de l'hostilité d'une grande part de l'opinion publique inquiète de l'avenir des services publics.

Avec de puissantes grèves au sein de la DGFIP (61% aux Impôt et plus de 43% au Trésor sur la Haute-Garonne), aux Douanes (près de 86% dans certains secteurs), à la Météo, à l'Inspection du Travail et dans de nombreux secteurs de la Fpnction Publique d'Etat, le 10 Juin constitue une étape supplémentaire dans la consolidation et la généralisation du mouvement au sein de la Fonction Publique.

Ceci vient s'additionner au mécontentement général exprimé dans de nombreuses professions percutées, elles-aussi, par la violence anti-sociale de la politique actuelle gouvernementale.

Dans ce contexte de forte régression sociale inégalée depuis la période de l'occupation, les syndicats des Impôts et du Trésor jugent crucial de travailler activement aux convergences d'un large mouvement inter-professionnel et au sein de la Fonction Publique.

PUBLIC-PRIVE : TOUTES ET TOUS CONCERNES!!!

- **La contre-réforme des retraites prévoyant l'alignement du Privé et du Public sur 41,5 annuités ainsi que l'allongement de l'age légal de départ à la retraite et la remise en cause du mode de calcul des pensions pour les fonctionnaires basés actuellement sur les 6 derniers mois.**

- **La remise en cause de la durée légale du temps de travail avec la suppression des 35 heures**

- **La question du niveau général des salaires et pensions**

- **L'emploi : avec le projet de loi de licenciement des fonctionnaires, les suppressions de postes dans la fonction publique, l'aggravation de la précarité dans le public comme dans le privé, la multiplication des plans « dits sociaux ».**

- **Les services publics : Avec leurs disparitions, leurs privatisations rendant les services payants, inaccessibles et participant à creuser les injustices sociales et les inégalités entre territoires.**

Les Syndicats CGT et SUD Trésor 31 appellent

- **Les agent(e)s à poursuivre l'action sous toutes les formes**

- **A participer à la grève, aux actions et manifestations du 17 juin sur les revendications inter-professionnelles relatives à la défense des retraites et des 35 heures mais aussi sur les revendications spécifiques à la fonction publique et portées par la grève depuis le 15 mai.**

- **Les mobilisations se poursuivront jusqu'à satisfaction des revendications. Il incombe à ce gouvernement d'ouvrir les négociations.**

RASSEMBLEMENT 9h30 devant la Trésorerie Générale

MANIFESTATION à 14 H place Jeanne d'Arc